

OPINION

# Constitution: un non constructif

**S'opposer à la nouvelle constitution européenne n'est pas anti-européen. André Kremer défend le non au nom d'une certaine idée de l'Europe.**

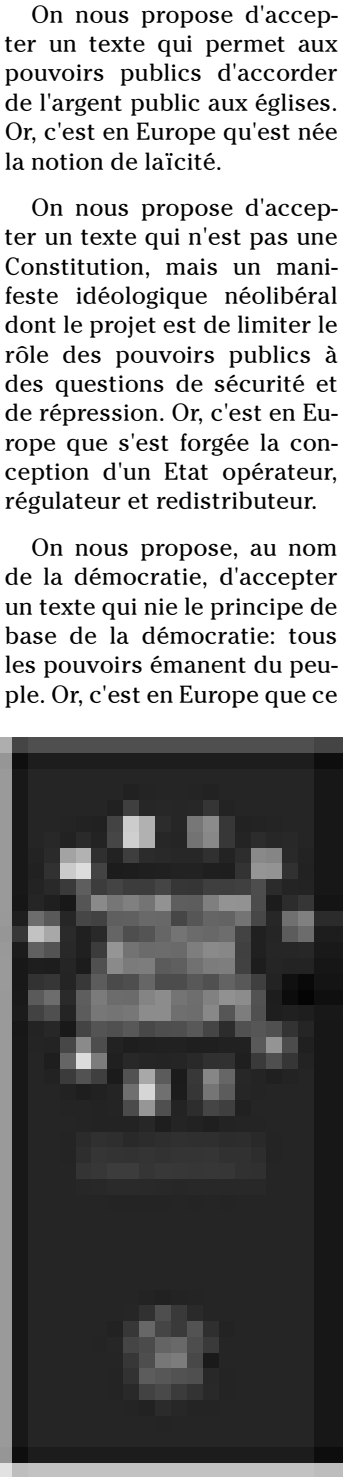
Le vendredi 29 octobre, les chefs d'état des pays constituant l'Union européenne élargie ont signé en grande pompe le "Traité établissant une Constitution pour l'Europe". Cette "constitution" a pour vocation de remplacer tous les traités existants et devra entrer en vigueur, après un long processus de ratification pays par pays, au 1er novembre 2006.

Relayés sans nuances par les médias obnubilés par leur prétendue europhilie, les décideurs politiques de tout niveau ne cessent de marteler que sans constitution point de salut pour les peuples d'Europe, que le refus d'accepter le traité constitutionnel mènera au chaos ou même que les pays qui ne voteraient pas correctement (ceux qui voteraient "non" ) devraient quitter l'UE.

Parmi les voix critiques de plus en plus nombreuses à se lever face à ce projet de constitution, relevons celle du M. Raoul Marc Jennar, docteur en sciences politiques, membre de l'Unité de recherche et d'information sur la globalisation (Urfig). En guise de conclusion d'une brochure intitulée "Quand l'Union européenne tue l'Europe", M. Jennar écrit ce qui suit:

"La Constitution proposée révèle au grand jour la nature du projet politique baptisé 'Union européenne': se servir de l'idéal pour reconquérir, par le haut, ce que les élites politiques et économiques ont été obligées de concéder dans chaque pays depuis deux cents ans.

[www.constitution.lu](http://www.constitution.lu)



On nous propose d'accepter un texte qui permet aux pouvoirs publics d'accorder de l'argent public aux églises. Or, c'est en Europe qu'est née la notion de laïcité.

On nous propose d'accepter un texte qui n'est pas une Constitution, mais un manifeste idéologique néolibéral dont le projet est de limiter le rôle des pouvoirs publics à des questions de sécurité et de répression. Or, c'est en Europe que s'est forgée la conception d'un Etat opérateur, régulateur et redistributeur.

On nous propose, au nom de la démocratie, d'accepter un texte qui nie le principe de base de la démocratie: tous les pouvoirs émanent du peuple. Or, c'est en Europe que ce

principe a été énoncé en premier lieu.

On nous propose d'accepter un texte qui ne garantit en rien contre les abus de pouvoir d'une Commission européenne totalement au service des puissances d'argent. Or, c'est en Europe qu'a été conçu le principe selon lequel il faut que 'le pouvoir arrête le pouvoir'.

On nous propose d'accepter un texte qui impose l'abandon des droits sociaux et collectifs consacrés dans nos Constitutions, dans nos lois et dans les traités internationaux. Or, c'est en Europe que ces droits ont été conquis.

On nous propose d'accepter un texte qui met en place toutes les contraintes légales en vue de faire disparaître les services publics qui sont les instruments permettant l'exercice des droits collectifs. Or, c'est en Europe que cette notion du service public est née.

On nous propose d'accepter un texte qui exclut toute politique européenne sur la scène internationale et qui soumet les peuples aux logiques marchandes de la mondialisation néolibérale. Or, c'est en Europe que c'est forgée l'idée d'un ordre mondial basé sur le droit ayant pour vocation de protéger les plus faibles et de respecter les diversités.

On nous propose d'accepter un texte qui s'imposera aux futures générations parce que sa procédure de modification le rend pratiquement

intouchable. Or, c'est qu'en Europe qu'est née l'idée d'une génération doit laisser les générations futures libres de leurs choix.

Ce texte renie l'acquis européen et tue tout ce que contient l'idée d'Europe. Il renie les conquêtes politiques et sociales obtenues aux prix d'immenses souffrances, surtout de la part des plus faibles. Il ne faut pas l'accepter."

Loin d'être eurosceptiques ou anti-européennes, les voix qui se lèvent pour appeler à voter "non" lors du référendum sur la Constitution font la critique d'une certaine façon de concevoir l'Europe, de vouloir la réduire à une vaste zone de libre-échange, munie d'une force de frappe militaire vis-à-vis de pays tiers, dotée d'un puissant appareil répressif dirigé contre ses propres populations et érigé en forteresse face à la misère des peuples du monde.

Non, nous ne voulons pas de cette Europe-là et nous nous investirons à fonds dans la campagne référendaire à venir pour démontrer qu'il existe une autre façon de penser et de bâtir l'Europe: comme espace démocratique et solidaire respectueux du bien-être de ses citoyennes et citoyens, défendant et élargissant les acquis démocratiques et sociaux, garantissant le "droit au bonheur" (Constitution des Etats-Unis d'Amérique), respectant l'environnement naturel et entretenant des rapports internationaux solidaires.

**André Kremer**  
*Membre du comité "non" à la Constitution européenne*

GRIP

# La valse des dépenses militaires

**Le Grip, institut connu pour ses recherches sur la paix, fête ses 25 ans. Nous reproduisons un texte analysant la chute et la renaissance du complexe militaro-industriel à partir de 1987.**

Mille milliards de dollars. C'était, exprimé en dollars d'aujourd'hui et à quelques milliards près, le niveau des dépenses militaires mondiales de l'année 1979. Mais il s'en faut de peu pour que ce soit aussi celui de l'année 2004. Encore un petit effort, et le monde dépensera à nouveau autant pour ses préparatifs de guerre qu'aux heures les plus sombres de la Guerre froide. Rien n'aurait-il donc changé en 25 ans?

A la naissance du Grip, la réduction des budgets militaires était au centre des préoccupations. A leur sommet de 1987, les dépenses militaires mondiales flirtaient avec les 1.300 milliards de dollars actuels. Admettons pourtant avec humilité que c'est moins le pouvoir de persuasion des mouvements de paix que les fortunes de l'histoire qui seront déterminantes pour mettre fin à cette spirale infernale.

La crise des finances publiques et, de manière plus décisive, la dissolution de l'URSS

en 1991, ont en effet précipité les dépenses militaires dans une chute vertigineuse jusqu'en 1998.

**Un espoir déçu**

Les années 1990 ont été dominées par un discours sur la "reconversion" des infrastructures militaires et du système productif d'armement. L'affaiblissement du complexe militaro-industriel escompté suite à l'effondrement du bloc soviétique – hypothèse implicitement contenue dans l'idée de "dividende de la paix" née à cette époque – n'aura cependant été qu'une courte illusion.

Au contraire, la nouvelle phase de croissance de l'économie américaine observée dès 1992, l'arrivée à maturité de nombreuses innovations technologiques à vocation militaire développées au cours des deux décennies précédentes ainsi que l'élargissement de la sphère marchande – la mondialisation, terreau de nouvelles menaces et conflits – ont été propices à

la régénération, à la consolidation et à l'expansion du système militaro-industriel.

Depuis 1998, les dépenses militaires mondiales ont progressé de 27 pour cent et s'établissaient à quelque 950 milliards de dollars pour l'année 2003, dont la moitié à porter au compte des seuls États-Unis.

De quoi avons-nous si peur, au point d'accepter à nouveau une telle diversion de ressources au profit du militaire, au préjudice de nécessités criantes dans les politiques sociales, l'éducation, l'environnement, la recherche ou l'aide au développement? Sans détours pour les néoconservateurs américains, avec quelques contorsions oratoires pour les dirigeants européens, la réponse ne varie pas: la guerre contre le terrorisme justifie bien des sacrifices. A vrai dire, le monde occidental – les États-Unis davantage que les autres – découvre avec angoisse une évidence: nos économies ne pourront pas éternellement

rester à l'abri des conséquences d'un mode de production et de consommation insoutenables pour une large partie de la planète. L'accès sans concessions aux ressources énergétiques et aux matières premières, l'extension de l'économie de marché et la libre circulation des capitaux à l'échelle de la planète, sont à notre douce existence des conditions sine qua non que la force militaire devra donc, au besoin, faire respecter. Pour combien de temps?

**Une détermination renouvelée**

Les marchés financiers ont déjà intégré dans leur comportement cette réalité, et donc l'inéluctabilité d'interventions militaires de plus en plus fréquentes. Le rendement des investissements dans l'industrie de l'armement est aujourd'hui à la hauteur de leurs espérances. La fonction organique occupée par l'armement et les dépenses publiques militaires

dans l'économie capitaliste s'est considérablement renforcée, ce qui rend d'autant plus compliqué, davantage sans doute qu'en 1979, un renversement de la tendance.

Le combat pour la paix et la réappropriation des énormes ressources drainées par le système militaro-industriel est désormais étroitement lié à celui pour une autre mondialisation. La paix et la sécurité ne seront qu'illusions tant que chaque nation du monde ne pourra apporter à ses citoyens l'éducation, la santé, la culture, et les droits fondamentaux auxquels ils aspirent.

Le défi qui se pose à nous aujourd'hui est de démontrer qu'il existe une alternative aux options sécuritaires du néolibéralisme, de convaincre que notre sécurité collective sera fondée, non sur le militarisme, mais sur la solidarité et le respect mutuel.

**Luc Mampaey**  
*chercheur au Grip*

*Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip)*  
[www.grip.org](http://www.grip.org)